

Le comité d'Evreux du POI et la section d'Evreux du PCF se sont rencontrés le 3 mars 2009 et ont adopté la déclaration suivante :

Nous sommes dans une ville frappée de plein fouet par la déferlante des licenciements.

L'annonce de 798 licenciements chez Glaxo s'ajoute à la liste noire des usines du département déjà touchées, au « remerciement » des intérimaires et des CDD, au chômage partiel, quand ce n'est pas la fermeture pure et simple de l'usine, comme à Tyco Electronics à Val de Reuil.

Un licenciement de masse chez Glaxo menacerait tout le site et les conséquences seraient dramatiques:

- 1 emploi supprimé chez Glaxo signifierait 3 ou 4 emplois induits en moins
- la taxe professionnelle serait amputée
- l'avenir de l'IUT serait compromis ...

Et le gouvernement annonce un chiffre - très sous-estimé - de 300 000 chômeurs supplémentaires en 2009 ! (au rythme actuel 900000 chômeurs supplémentaires serait beaucoup plus proches de la réalité).

Dans une telle situation les salariés savent tous qu'un emploi perdu ne se retrouve pas ailleurs.

Dès lors il n'y a qu'une solution possible pour répondre à l'attente des salariés : bloquer les licenciements, les interdire. Le plan de licenciement de Glaxo doit être purement et simplement annulé.

C'est un fait : les milliards donnés aux capitalistes par ce gouvernement ne servent ni à maintenir les emplois existants ni à construire des logements, à maintenir les hôpitaux ou les écoles.

Ils ne répondent en aucune façon aux besoins de la population confrontée à la vie chère, aux hausses de loyers, aux difficultés de tous les jours : dans notre département le Secours Populaire lance un véritable appel au secours car il croule sous les dossiers de personnes qui n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins vitaux.

C'est un fait : les efforts permanents du plus grand nombre pour simplement survivre contrastent singulièrement avec l'opulence d'une minorité qui veut faire payer la crise de son système aux populations.

Quant à la jeunesse elle arrive sur le marché du travail comme contre un mur.

A juste titre elle combat et refuse un avenir de chômage et de précarité.

Pour arrêter la déferlante des licenciements, des restructurations, des délocalisations... il faut l'unité pour la défense de chaque emploi, de chaque site.

Le conseil municipal d'Evreux (et le conseil général) s'est prononcé pour :

- *refuser tout projet de plan de licenciement présenté par l'entreprise Glaxo*
- *solliciter l'intervention du Gouvernement au plus haut niveau des dirigeants de GSK international, l'objectif étant d'éviter tout licenciement*

Des millions de salariés ont montré le 29 janvier qu'ils étaient prêts. Ils le feront de nouveau le 19 mars.

En Guadeloupe la grève générale unie a imposé les principales revendications et c'est un encouragement pour tous les salariés

Si les partis se réclamant de la classe ouvrière se mettent d'accord pour agir ensemble pour l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les emplois, alors, sans aucun doute, les travailleurs répondront massivement aux initiatives prises comme celle d'une marche nationale contre les licenciements.

Sur la base de ce constat commun le comité d'Evreux du POI et la section d'Evreux du PCF proposent aux organisations PS, PG, NPA et Verts un meeting politique unitaire contre les licenciements, pour leur interdiction, dans les délais les plus brefs possibles et soutiendront toute initiative en vue d'exiger du gouvernement que soit cassé le plan de licenciements de Glaxo.

Le comité d'Evreux du Parti Ouvrier Indépendant
La section d'Evreux du Parti communiste

Les 11 et 12 mars : les étudiants de l'IUT ont engagé la lutte, les salariés de Glaxo ainsi que ceux d'autres entreprises du département sont en grève et refusent les licenciements, la destruction des emplois et des sites industriels.

Proposition de date et de salle pour le meeting unitaire : le 31 mars à 18h salle Jules Janin
--

